

- **Produit 3.2 - Démarrage opérationnel de Tchad-Nature** : Le cadre interne (organigramme, règlement intérieur, profils de poste) est établi en veillant à l'intégration des enjeux d'égalité de genre, et une stratégie d'action est validée (appui stratégique et technique aux administrations étatiques centrales et décentralisées, appui au renforcement de la gouvernance territoriale participative, promotion d'un modèle durable de partage des bénéfices, consolidation du réseau des aires protégées, institutionnalisation et formation des éco-gardes et des autres agents de la conservation, sensibilisation et éducation du public, renforcement des acteurs en thématique genre, etc.).

3.2 Activités indicatives

OS1 - conservation:

Cet OS s'attache à renforcer les acquis obtenus dans le cadre des programmes actuels sur la protection de la biodiversité et des ressources écosystémiques dans le GEFZ et la RNCE. Il est indissociable de l'OS2 sur le développement local autour de ces aires protégées. Un volet d'étude sur la faisabilité d'actions analogues sur certains territoires émergents constitue l'autre aspect.

Produit 1.1 : Capitalisation et partage de connaissances

Activité 1.1.1 : Consolidation des dispositifs intégrés de télédétection satellitaire et de cartographie thématique pour évaluer les habitats (système d'information géographique (SIG)), ainsi que des dispositifs permanents de suivi à distance d'espèces indicatrices.

Activité 1.1.2 : Collecte, analyse et archivage des données relatives aux habitats et aux espèces dans le cadre du SIG.

Activité 1.1.3 : Diffusion des informations scientifiques et techniques à l'ensemble des acteurs, vulgarisées et accessibles aux populations vivant dans ces aires protégées (femmes et hommes).

Produit 1.2 : Renforcement du cadre normatif, incitatif et institutionnel

Activité 1.2.1 : Réalisation d'études de faisabilité sur des territoires émergents sélectionnés (aspects socioéconomiques et institutionnels, AMCEZ⁴, classement, délégation de gestion). Intégration de l'approche genre et de la prévention et gestion des conflits d'usage.

Activité 1.2.2 : Négociation pour le classement de ces territoires tenant compte des éventuels risques de creusement des inégalités (genre, etc.).

Activité 1.2.3 : Conception des plans stratégiques participatifs à long terme, des plans d'affaires quinquennaux et des plans de travail annuels des territoires émergents ciblés.

Produit 1.3 : Renforcement des opérations, du suivi écologique et de l'application de la loi au sein des AP

Activité 1.3.1 : Réalisation des infrastructures et dotation en équipements pour une participation plus égalitaire des femmes et des hommes, ainsi que leur maintenance.

Activité 1.3.2 : Recrutement et formation (entre autre sur les enjeux de protection des droits humains et d'égalité de genre, en lien avec les enjeux environnementaux locaux) des personnels en veillant à l'équilibre du genre.

Activité 1.3.3 : Renforcement du réseau de surveillance communautaire : désignation de référent(e)s, mise en réseau, formation qualifiante y compris expertise genre, test d'outils pour les populations rurales analphabètes, équipement, etc. Ce renforcement inclura les associations de défense des droits des femmes, des personnes handicapées et des communautés dans toute leur diversité.

Activité 1.3.4 : Suivi écologique des écosystèmes, des habitats et des espèces.

Activité 1.3.5 : Réalisation des opérations de restauration environnementale (clôtures, translocations, renforcements et/ou relâchés, etc.) qui tient compte si nécessaire des besoins d'accès aux ressources (foncier,

⁴«Autres mesures de conservation efficaces par zone»: « zone géographiquement délimitée, autre qu'une aire protégée, qui est réglementée et gérée de façon à obtenir des résultats positifs et durables à long terme pour la conservation in situ de la diversité biologique, y compris des fonctions et services écosystémiques connexes et, le cas échéant, des valeurs culturelles, spirituelles, socioéconomiques et d'autres valeurs pertinentes localement », selon la décision 14/8 adoptée par la Conférence des Parties (CoP) de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) de novembre 2018. <https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-14/cop-14-dec-08-fr.pdf>